



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 30**

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Benoît NAOUS

### **Secrétaire de séance**

Véronique BLONDEL

## CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

**M\_DL260608\_123**

### RESSOURCES HUMAINES - RECRUTEMENT D'APPRENTIS - CRÉATION

**M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire** – La collectivité renouvelle pour l'année scolaire 2026/2027 son souhait d'accueillir des apprentis dans les différents services municipaux.

Pour rappel, le contrat d'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application en milieu professionnel, notamment dans une collectivité territoriale. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Ce dispositif présente un intérêt pour les jeunes en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

L'apprentissage présente également une opportunité pour la collectivité en développant une compétence adaptée à ses besoins et en répondant à un objectif de mission de service public pour le soutien à l'emploi des jeunes.

La rémunération brute mensuelle minimale d'un apprenti est la suivante :

| Situation  | 16 à 17 ans  | 18 à 20 ans  | 21 à 25 ans  | 26 ans et plus |
|------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| 1ère année | 27 % du SMIC | 43 % du SMIC | 53 % du SMIC | 100 %          |
| 2ème année | 39 % du SMIC | 51 % du SMIC | 61 % du SMIC | 100 %          |
| 3ème année | 55 % du SMIC | 67 % du SMIC | 78 % du SMIC | 100 %          |

Cette année encore, le CNFPT a procédé au recensement des besoins d'accueil des collectivités pour examiner les possibilités de financement.

En effet, depuis le 1er janvier 2023 un nouveau règlement est entré en vigueur au niveau du CNFPT actant le financement à hauteur de 100% du coût de la formation des organismes de formation par l'apprentissage (OFA) accueillant des apprentis recrutés par des employeurs publics.

Les collectivités avaient ainsi jusqu'au 20 mars 2026 pour enregistrer sur la plateforme du CNFPT les intentions de recrutement. La Ville de Montivilliers a ainsi saisi sur cette plateforme 4 intentions de recrutement correspondant aux critères mis en œuvre par le CNFPT à savoir :

- Seules les collectivités ayant fourni leurs intentions de recrutement dans le cadre du recensement sont recevables.
- Au vu des demandes, seuls les contrats d'apprentissage qui ciblent strictement les diplômes inscrits au référentiel des diplômes corrélés aux 44 métiers en tension sont finançables.

A l'issue de ce recensement, la Ville de Montivilliers a obtenu un accord pour le financement de deux contrats d'apprentissage, au choix parmi les 4 recensés.

Le choix de recrutement de contrats d'apprentissage financés s'est donc porté sur :

- un apprenti assistant de gestion financière, budgétaire et comptable au services finances,

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécourcs citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecourcs.fr](http://www.telerecourcs.fr)*

- un apprenti chargé de communication au service communication.

En parallèle, la Ville de Montivilliers a fait le choix de financer intégralement deux autres contrats d'apprentissage pour l'année scolaire 2026 / 2027, correspondant aux deux autres contrats recensés :

- un apprenti espaces publics
- un apprenti animateur enfance jeunesse service éducation enfance jeunesse

Actuellement, deux contrats d'apprentissage sont en cours au sein de la collectivité et leur formation se poursuivra également sur l'année scolaire 2026/2027. Il s'agit :

- un apprenti DSIN : gestionnaire en maintenance et support informatique,
- un apprenti transitions écologiques en master biodiversité, écologie, évolution.

Au total, 6 apprentis seront présents au cours de l'année scolaire 2026/2027.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Travail et notamment l'article L. 6211-1 à L.6223-8-1, L.6227-1 à L.6227-12, D.6271 à D.6271-3 ;

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et particulièrement son article 62 relatif au financement de l'apprentissage par le CNFPT ;

**VU** le décret n°2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en oeuvre de la contribution du CNFPT au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;

**VU** le Décret n° 2023-1216 du 20 décembre 2023 portant relèvement du salaire minimum de croissance ;

**VU** l'avis du comité social territorial en date du 29 mai 2026 ;

**VU** le budget de l'exercice 2026,

**VU** le rapport de M. Eric LE FEVRE, adjoint au Maire en charge des Finances, de la Commande Publique et des Ressources Humaines ;

**VU** la commission municipale n°5 « Affaires Générales et Finances », réunie le 3 Juin 2026, consultée ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à des contrats d'apprentissage.
- Que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la rémunération sera établie entre 27 et 100 % du SMIC selon l'âge des apprentis et les années d'enseignement.

**Après en avoir délibéré,**

#### **DÉCIDE**

- De maintenir le recours aux contrats d'apprentissage ;
- De créer 4 contrats d'apprentissage, à compter du 1er septembre 2026, pour l'année scolaire 2026- 2027, en plus des 2 contrats actuellement en cours ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif au recrutement d'apprentis au sein des services municipaux de la Ville de Montivilliers et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formations d'Apprentis.

#### **Imputation budgétaire**

Exercice 2026

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télerecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Budget principal  
Chapitre 12  
Nature 64171

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

